Burkina Faso/Décès de Assimi Kouanda : L'un des hommes de main de l'ancien président Blaise Compaoré s'en est allé

Page 16



Politique - Science - Education- Société- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d'Afrique

du mercredi 02 juin 2021

N°1640 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

RDC : Les familles déplacées par le volcan dénoncent le manque de soutien gouvernemental

Page 11



www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.

L'opposition tanzanienne trouve une voix après 5 ans dans l'oubli

Page 9



MAURITANIE

Santé : Lancement officiel de l'assurance maladie pour 100 000 ménages pauvres

Le Président mauritanien Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani a supervisé, vendredi 29 mai 2021 à Nouakchott, la cérémonie du lancement officiel d'une assurance maladie complète et gratuite pour 100 000 ménages les plus pauvres, a rapporté Tahalil.A cette occasion, le Président de la République a remis des cartes d'assurance maladie gratuite à certains bénéficiaires issus des différentes wilayas du pays.



Environ six cent vingt mille personnes vont bénéficié d'une assurance maladie gratuite en Mauritanie



Ce premier lot de bénéficiaires comprend environ cent sept mille individus

L'opération constitue la concrétisation de l'engagement du Président de la République de rehausser le niveau des ménages les plus pauvres et les plus vulnérables, et de leur faciliter l'accès aux services de base y compris les services sanitaires de qualité.

L'objectif de ce programme est de faire bénéficier cent mille ménages pauvres, soit environ six cent vingt mille personnes d'une assurance maladie gratuite.

Ce premier lot de bénéficiaires comprend environ cent sept mille individus, y compris des personnes vivant avec un handicap ou une maladie chronique, a rappelé notre source.

Le processus d'intégration de ces ménages cibles à l'assurance maladie Gratuite et complète se poursuivra pour couvrir l'ensemble des 100 000 ménages ciblés d'ici

La suite à la page 3

MAURITANIE

La suite de la page 2

la fin de 2021.

Notons que l'Assurance maladie est considérée comme l'un des principaux leviers du développement économique et social des nations, car elle permet aux bénéficiaires d'accéder aux services de santé, de limiter les dépenses liés aux traitements en cas de maladie de l'individu, de renforcer la cohésion sociale et de réduire les inégalités et les disparités sociales et leurs conséquences négatives.

Les prestations couvertes par l'assurance maladie complète et gratuite sont :les soins ambulatoires (préventions, consultations, traitements et les services auxiliaires), les soins hospitaliers (consultations, chirurgies, traitements et services), les évacuations pour soins nécessaires listés, les listes des spécialités et des actes médicaux et paramédicaux, les soins ambulatoires (préventions, consultations, traitements et les services auxiliaires), appareillages, les frais des transports médicaux.

Leylatou TIENDREBEOGO

Production d'énergie : L'américain CWP Global signe le plus gros projet d'énergie renouvelable au monde

Le ministre mauritanien du Pétrole, de l'Energie et des Mines (MPEM) Abdessalam Ould Mohamed Saleh a signé le samedi 29 mai 2021, un protocole d'accord avec Mark Crandall, PDG de CWP Global. L'information a été donnée dans un communiqué du MEPP, cité par Financial Afrik.

L'américain CWP Global s'apprête à réaliser en Mauritanie un projet Power To X de 30 GW soit 30 000 MW. D'un coût global de 40 milliards USD, ce projet est le plus gros du genre jamais réalisé au monde, a précisé notre source. Appelé AMAN, le projet sera développé au nord de la Mauritanie sur un site désertique d'environ 8500 km². Il aura un effet transformateur sur l'économie mauritanienne, générant des milliards USD de revenus et donnant accès à de l'électricité et à de l'eau bon marché pour la population et pour les opérateurs de l'économie.



Ce projet est le plus gros du genre jamais réalisé au monde

La suite à la page 4

MAURITANIE

La suite de la page 3



La Mauritanie a déjà entamé un processus de consultation pour l'élaboration d'une feuille de route pour le développement d'une industrie hydrogène



Le G5 Sahel poursuit toujours son projet Desert-to-Power (D2P)

Pour Mark Crandall, PDG de CWP, cité par notre source, l'objectif est de créer "un vecteur d'exportation stable qui générera des milliers de nouveaux emplois dans la construction, la fabrication locale, les opérations et la facilitation des exportations".

Selon toujours Financial Afrik, Abdessalam Mohamed Saleh, ministre mauritanien chargé de l'énergie, a affirmé que "le gouvernement mauritanien est reconnaissant à CWP et à son PDG, M. Mark Crandall, pour sa confiance et exprime son engagement sans faille dans cette entreprise monumentale".

La signature entre la Mauritanie et CWP Global du protocole d'accord pour le développement du projet «Power-to-X» de 30 GW (30 000 MW) fait suite à un processus déjà enclenché visant le développement de l'hydrogène bleu dont la source fondamentale est le gaz naturel (projet GTA et Birallah) et dont le processus principal de production repose sur la capture du carbone, l'utilisation et le stockage, plus connu sous l'acronyme anglais de CCUS.

Dans cette perspective, la Mauritanie a déjà entamé un processus de consultation pour l'élaboration d'une feuille de route pour le développement d'une industrie hydrogène, a rappelé notre source.

L'Afrique au cœur d'une transition énergétique

De son côté, le Maroc, qui a déjà élaboré sa feuille de route « Hydrogène vert », poursuit le développement de la filière power-to-x dans le cadre d'une convention de partenariat signée avec l'Allemagne au nom de PAREMA (Partenariat Énergétique Maroco-Allemand), a indiqué toujours Financial Afrik. Cet accord vise à développer le secteur de la production d'hydrogène vert et à mettre en place des projets de

La suite à la page 5

NIGERIA

La suite de la page 4

recherche et d'investissement dans l'utilisation de cette source d'énergie écologique. Par ailleurs, le géant ACWA Power est le partenaire du Maroc dans l'investissement et le développement de mégaprojets d'énergie renouvelable dans le royaume chérifien.

Toujours dans la tendance " Transition énergétique ", le G5 Sahel poursuit son projet Desert-to-Power (D2P) soutenu par la Banque Africaine de Développement le Green Climate Fund. Notons que le pionnier dans cette vision de production des énergies renouvelables dans le désert saharien pour alimenter l'Europe et l'Asie est le projet Desertec porté par l'allemand Dii Desert Energy. Ce projet bute encore sur de multiples obstacles tant financiers que politiques.

Avec l'accord conclu entre la Mauritanie et CWP, nous allons assister à un combat de titans entre CWP Global en Mauritanie et ACWA Power au Maroc, pour le grand bénéfice de la transition énergétique, et dont l'Afrique en sera l'arène.

Leylatou TIENDREBEOGO

Production pétrolière Le Nigeria signe un accord de partage de production avec des multinationales pétrolières

Le Nigeria a signé mardi 25 mai, un accord de partage de production avec des multinationales pétrolières qui opèrent dans le pays. L'information a été relatée par RFI. Un accord qui ouvre la voie à des investissements qui pourraient atteindre plus de 10 milliards de dollars.

L'accord signé porte sur le champ off-shore Bonga (OML 118). Il est l'aboutissement de deux ans de bras de fer entre la Nigeria National Petroleum Commission (NNPC), la Compagnie nigériane qui gère le secteur des hydrocarbures et les principales compagnies pétrolières étrangères comme Shell, Exxon Mobil, Total et Eni. Fin novembre, le Nigeria a adopté une nouvelle législation pour imposer un meilleur partage des ressources avec les sociétés internationales. Cette mesure, qualifiée de «moment décisif» par le chef de l'État Muhammadu Buhari, cité par notre source, devait entre autres, imposer une taxe forfaitaire de 10% sur les champs en mer et de 7,5% sur les champs onshore (contre 5% auparavant) dans un contexte de baisse des investissements.



«Plus de 10 milliards de dollars d'investissements vont pouvoir être engagés grâce à ce développement» a indiqué la NNPC

La suite à la page 6

NIGERIA

La suite de la page 5



La production pourrait passer de 150 000 barils par jour à 225 000 barils jour

L'extraction dans des bassins offshore, notamment en eaux profondes, est toutefois extrêmement coûteuse et les majors avaient ainsi exigé une renégociation de leurs conditions financières, pour lancer la seconde phase de développement de Bonga.

«Cet accord marque un tournant important dans l'exploitation des opérations offshore au Nigeria», a indiqué la NNPC, sur Twitter, selon l'AFP, cité par Connaissance des Énergies, tout en se félicitant que «plus de 10 milliards de dollars d'investissements vont pouvoir être engagés grâce à ce développement».

Le bloc OML 118, à 120 km des côtes nigérianes, abrite le champ Bonga qui a actuellement une production de 150 000 barils par jour, et pourrait passer à 225 000 barils jour. Mele Kyari, à la tête de la NNPC, cité toujours par notre source, a déclaré dans un discours qu'il se réjouissait que cet accord montre «une opportunité pour les investisseurs de voir que le pays leur est ouvert».

Le Nigeria, gangréné par une corruption massive et une très forte insécurité, traverse actuellement une crise de confiance avec les investisseurs étrangers dans un contexte de ralentissement de son économie. Cette corruption massive est parfois à l'origine de procès qui visent des personnalités localement, mais aussi les grandes compagnies pétrolières, dans des tribunaux étrangers.

Le Nigeria n'attire qu'une petite part des investissements pétroliers et gaziers en Afrique alors qu'il est le premier producteur d'or noir sur le continent et que beaucoup de ses réserves restent à exploiter. Pour répondre à ces défis, et maximiser les revenus pétroliers de ce pays membre de l'OPEP, le gouvernement nigérian travaille depuis une quinzaine d'années sur une nouvelle loi pour encadrer le secteur, sans qu'elle n'ait jamais été votée.

Leylatou TIENDREBEOGO

Le Kenya espère 1,16 milliard $ de financement de la Banque mondiale et du FMI d'ici à la fin du mois de juin

D'après le FMI, le pays a enregistré une légère récession économique de l'ordre de 0,1% l'année dernière, due notamment au Covid-19. Malgré des inquiétudes concernant le niveau de sa dette, l'Etat a mis en place un plan de mobilisation des financements extérieurs pour accélérer la reprise.

Le Kenya s'apprête à recevoir un financement de 1,16 milliard $ de la Banque mondiale et du FMI au cours du mois de juin. C'est ce qu'a annoncé cette semaine le gouverneur de la Banque centrale du pays, Patrick Njoroge, au cours d'une conférence de presse selon businessnewsafrica.net. D'après le responsable, environ 750 millions $ devraient être décaissés par

La suite à la page 7

KENYA

La suite de la page 6



Dr Patrick Njoroge, le Gouverneur de la Banque centrale du Kenya

la Banque mondiale d'ici les deux prochaines semaines. Ayant pour objectif de soutenir le budget kenyan et d'accompagner la reprise économique post-Covid, les fonds s'inscrivent dans le cadre du Development Policy Financing (DPF) utilisé par la Banque mondiale pour fournir un soutien budgétaire direct aux pays. L'agence Ecofin affirme par ailleurs que ce financement sera rejoint par un autre de 410 millions $ attendu du FMI. Celui-ci s'inscrit dans le cadre de la première revue d'un programme de financement de 2,3 milliards $ sur 38 mois accordé par l'institution à Nairobi, pour faciliter les réformes et la relance économiques.

Pour rappel, ces deux financements s'inscrivent dans le cadre du programme de mobilisation financière des autorités kenyanes. Celles-ci cherchent à combler le déficit budgétaire de l'Etat tout en poursuivant les projets de développement nationaux, le tout dans un contexte économique difficile, compliqué par la hausse du service de la dette et par le Covid-19. D'après le dernier bilan de l'Union africaine, la pandémie a touché 170 485 personnes dans le pays et a fait au moins 3141 morts et pendant ce temps, à en croire le FMI, l'économie nationale a reculé de 0,1% l'année dernière.

Ainsi en dehors de ces deux financements, Patrick Njoroge indique que le pays attend également des financements d'autres partenaires au cours de cette année. « Un autre financement de la BAD est également attendu » a indiqué le responsable alors que le gouvernement prévoit déjà d'émettre de nouvelles obligations pour lever 1 milliard de dollars d'ici la fin du mois de juin 2021.

Oumou Konaté

ANGOLA

L'opposition s'unit contre le gouvernement

Le parti au pouvoir, MPLA dirige l'Angola depuis près de 50 ans. Dans la perspective des élections de l'année prochaine, l'opposition est déterminée à apporter des changements et a commencé à forger une alliance nous fait savoir DW.



Le chef de l'opposition Adalberto Costa Junior, lors d'un rassemblement à Luanda, cherche également un soutien à l'étranger

L'opposition dans sa quête de s'affirmer sur la scène politique angolaise est allée à la recherche de soutien en Allemagne nous relate le journal DW. En effet, début mai, Adalberto Costa Junior, le président du plus grand parti d'opposition d'Angola, l'UNITA, a effectué une brève visite à Berlin pour «des entretiens politiques avec des représentants de partis et de fondations allemands». Ou, pour le dire autrement, promouvoir son programme et consolider son soutien politique et financier. Durant son séjour en Allemagne, il n'a pas manqué d'égratigner le régime en place en s'exprimant à DW. Le chef de l'opposition a qualifié la situation politique, économique et morale de l'Angola de «catastrophique». Le président Joao Lourenco a commencé son mandat en 2017 avec des promesses de démocratiser le pays, de lutter contre la corruption et d'améliorer le niveau de vie. Aujourd'hui, quatre ans plus tard, le pays est en ruine, selon Costa Junior.

Isabel dos Santos, femme providentiel ?

Les gens sont profondément frustrés. En fait, la plupart des Angolais regardent maintenant favorablement le règne de 36 ans du prédécesseur de Lourenço, l'ancien président Jose Eduardo dos Santos et sa puissante famille a ajouté l'opposant. Pour Costa Junior, il est clair qu'en 2022, le MPLA - qui n'a cessé de régner depuis que le pays a accédé à l'indépendance en 1975 - doit être démis de ses fonctions. Et le moment est venu de définir la voie à suivre pour y parvenir. Mais comment exactement? Le politicien de l'opposition est resté ambigu sur ce point. Mais le porte-parole

La suite à la page 9

ANGOLA

La suite de la page 8



Entrepreneur, milliardaire, suspect de corruption: Isabel dos Santos va-t-elle se lancer en politique ?

de l'UNITA, Marcial Dachala, en étant plus précis sur les objectifs du parti a indiqué que le Chef de l'opposition veut faciliter les pourparlers avec tous les mouvements d'opposition dans le pays «qui poursuivent le même objectif». C'est un secret de polichinelle que l'UNITA a déjà tenu les premiers pourparlers informels: notamment avec les politiciens de l'opposition de premier plan Justino Pinto de Andrade et Abel Chivukuvuku. Il faut dire que les trois politiciens de l'opposition qui se sont associés sont des vétérans de la politique angolaise. Mais plutôt que de s'en tenir à une alliance à trois, d'autres partis, mouvements et personnalités influentes qui ne sont pas encore apparus sur la scène politique devraient également être impliqués. L'une de ces figures, selon les observateurs, pourrait être Isabel dos Santos , la fille en disgrâce de l'ancien président Jose Eduardo dos Santos. Selon les observateurs politiques en Angola, le clan Dos Santos reste extrêmement influent et pourrait nuire considérablement au MPLA, à qui il doit sa montée en puissance.

Pierre Oued.

L'opposition tanzanienne trouve une voix après 5 ans dans l'oubli

En Tanzanie, les partis politiques de l'opposition ont commencé à retrouver leur voix après avoir été presque totalement réduits au silence au cours des cinq dernières années.

Depuis son arrivée au pouvoir, la Présidente Samia Suluhu a contacté les partis d'opposition en avril satisfaisant une promesse de les rencontrer et de discuter de la meilleure façon de mener des activités politiques au profit du pays. En effet, les partis d'opposition mènent désormais des activités politiques sans craindre que leurs dirigeants soient arrêtés et enfermés comme ce fut le cas pendant près de cinq ans depuis sous le règne du défunt président Magufuli. Chadema,le principal parti de l'opposition tient actuellement des réunions internes dans tout le pays en vue

La suite à la page 10

La suite de la page 9

des élections de 2025.

Un peu d'espace

Le chef du parti, Zitto Kabwe, a déclaré au journal Citizen Sunday que la situation politique dans le pays est fondamentalement inchangée, bien que certaines libertés fondamentales aient été améliorées. «Oui, il y a un nouveau président qui a créé une certaine marge de manœuvre sur des questions de libertés fondamentales comme la liberté d'expression et le regain de liberté des médias. Les partis d'opposition sont désormais plus libres de se réunir. Cependant, des obstacles à la démocratie existent toujours sous la forme de lois électorales et de la loi sur les partis politiques », a-t-il noté. M. Kabwe a déclaré que le parti se félicite de l'ouverture de l'espace civique et travaille pour s'assurer que les changements législatifs suivront. «Notre priorité absolue est la formation d'une commission électorale indépendante et une révision de la loi sur les partis politiques en supprimant les dispositions qui criminalisent essentiellement la politique. Nous travaillons à cet objectif par le biais du Centre tanzanien pour la démocratie, qui est une plateforme qui rassemble toutes les parties avec des représentants au Parlement », a-t-il déclaré. La participation du parti aux élections partielles à Muhambwe et Buhigwe ainsi que dans cinq quartiers a montré que les Tanzaniens sont prêts à adopter le changement malgré l'existence d'un environnement politique toxique au cours des cinq dernières années.



Des parlementaires appartenant à l'opposition tanzanienne Chadema ont été libérés de la prison de Segerea à Dar es Salam



Les opposants faisaient face à la répression du pouvoir en place

K.Fiakofi

RDC

Les familles déplacées par le volcan dénoncent le manque de soutien gouvernemental

Le gouvernement de la République démocratique du Congo fait face à des critiques sur une crise humanitaire croissante dans l'est du pays. Des milliers de personnes qui ont fui Goma après une éruption volcanique manquent d'abris, de nourriture et d'eau potable.



Des rescapés de Goma se rassemblent dans un point de distribution de nourriture à Sake, où ils ont trouvé refuge suite à un ordre officiel d'évacuation



La coulée de lave s'est arrêtée aux portes de Goma, peuplée d'environ deux millions d'habitants, mais des séismes répétés ont eu lieu depuis l'éruption

Le mont Nyiragongo a éclaté le 22 mai, envoyant de la lave couler sur une colline, ce qui a laissé des traces de destruction et tué des dizaines de personnes. Cette coulée de lave a provoqué un exode des populations vers Rutshuru dans le nord et Minova dans la province du Sud-Kivu, au nord-ouest. Médecins Sans Frontières (MSF), a déclaré à l'agence de presse AFP qu'entre 100 000 et 180000 personnes s'étaient réfugiées à Sake, ce qui s'ajoutent aux 70 000 habitants de la région, et a déclaré que le choléra était un risque car la région avait du mal à absorber l'impact.

Beaucoup de ceux qui ont cherché refuge dans la ville de Sake se sont plaints du manque de soutien de l'État et ont déclaré qu'ils voulaient rentrer chez eux - même si cela restait dangereux au milieu des tremblements de terre en cours et du risque de nouvelles éruptions. «La vie n'est pas facile ici. Je suis malade depuis deux

La suite à la page 12

AFRIQUE DU SUD

La suite de la page 11

jours, je n'ai personne à qui exprimer ma douleur, laissez-les me ramener dans ma ville », a déclaré à Al Jazeera Claudine Sinziyimana, mère de famille qui a fui l'éruption volcanique.

«Mieux vaut mourir avec le gaz du volcan que de mourir de famine ici dans la ville de Sake», a-t-elle ajouté.Le président Félix Tshisekedi a déclaré samedi que la situation à Goma était «grave mais sous contrôle» Il a conseillé à ceux qui les ont fui de ne pas encore revenir, après une semaine de répliques. «Il y a une coulée de lave souterraine qui peut survenir à tout moment n'importe où dans la ville», a averti Tshisekedi.«La lave n'est plus dans le cratère, mais le volcan reste actif, il faut donc se méfier et c'est pourquoi nous ne voulons pas précipiter les choses en ramenant les populations», a-t-il déclaré.

K.Fiakofi

Le président sud-africain annonce un renforcement des restrictions contre Covid-19



Le président a indiqué que les restrictions sont nécessaires pour garantir que les établissements de santé ne soient pas débordés et que des vies qui pourraient être sauvées ne soient pas perdues

Le président Cyril Ramaphosa a annoncé que l'Afrique du Sud allait réimposer des mesures plus strictes contre le COVID-19, craignant que tout le pays ne soit bientôt confronté à une troisième vague de pandémie.

Face à une résurgence de la maladie, quatre des neuf provinces du pays, dont Gauteng qui comprend Johannesburg et Pretoria et qui compte la plus grande population, sont déjà aux prises avec une troisième vague d'infections, a déclaré à Eyewitness News dimanche Ramaphosa. «Ce n'est peut-être qu'une question de temps avant que le pays dans son ensemble ne soit entré dans une troisième vague», a-t-il dit .L'Afrique du Sud est officiellement le pays le plus touché du continent avec plus de 1,65 million de cas et 56 363 décès. «Le nombre d›infections a commencé à augmenter fortement dans plusieurs régions du pays», a déclaré le président alors

La suite à la page 13

AFRIQUE DU SUD

La suite de la page 12



Les experts ont averti que cette vague, arrivant avec l'hiver de l'hémisphère sud, pourrait être encore pire.

que les entrées dans les hôpitaux augmentaient également. «Retarder la propagation du virus est particulièrement important maintenant pour permettre au plus grand nombre de personnes possible de se faire vacciner avant que la troisième vague n'atteigne son apogée», a-t-il ajouté. Le pays a enregistré 4 515 nouveaux cas au cours des dernières 24 heures et Ramaphosa a indiqué que le «taux de positivité» parmi les tests effectués était désormais «une source de préoccupation».

Les restrictions entrées en vigueur depuis lundi obligeront les établissements non essentiels tels que les restaurants, les bars et les centres de remise en forme à fermer à 22h00 heure locale (20h00 GMT) car le couvre-feu sera prolongé d'une heure pour commencer à 23h00 et se terminer à 4h00. Les rassemblements, y compris les événements politiques et religieux, seront limités à 250 personnes à l'extérieur et 100 à l'intérieur.

K.Fiakofi

BURKINA FASO : Procès des élèves accusés de vandalisme Les accusés repartent libre chez eux

Le lundi 31 mai 2021 s'est tenu à Ouagadougou le procès des élèves arrêtés lors des récentes manifestations des scolaires qui ont été émaillées de violences. Au total 9 élèves répondaient à la barre pour des chefs d'accusation de «participation à une manifestation illégale dégradation volontaire de biens». Après plusieurs heures d'horloge d'audition, le tribunal a décidé relaxer ces élèves.

Au Burkina Faso, depuis le début de l'année les scolaires du pays organisent des mouvements d'humeur contre leur ministère de tutelle qui a d'engagé des réformes qui toucheront l'organisation du Bepc et du Baccalauréat. Ces réformes sont rejetées en bloc par les élèves les qualifiant de «réformes anti-élèves». Depuis lors, c'est l'impasse dans ce secteur. Les manifestations des élèves, si au début, elles étaient pacifiques, ont tourné au vinaigre depuis avril 2021. Ces manifestations, qui ont connu leur pic au mois de mai

La suite à la page 14

La suite de la page 13



Les dernières manifestations scolaires ont été émaillées de violences inouïes occasionnant d'énormes pertes

dernier, ont engendré des pertes en vies humaines, des blessés, des destructions, des saccages de biens publics et privés. Le dernier développement en date dans cette affaire fut le caillassage du véhicule du proviseur du lycée Zinda Kaboré et la mise à sac de certains bureaux administratifs. Ce rebondissement a conduit à l'interpellation et au déferrement de certains leaders scolaires qui ont comparu lundi à Ouagadougou.

Selon nos confrères de Minute.bf, sur les 9 élèves devant la barre, 4 ont été reconnus coupables pour les faits de participation à une manifestation illégale et de dégradation volontaire de biens. Il s'agit de A.Koansa, A.Salembéré, F.Nikièma et M.Ilboudo.Ces derniers écopent de 2 mois de prison et 250.000 FCFA d'amende, le tout assorti de sursis. Les 5 autres ont été relaxés au bénéfice du doute. Se prononçant sur ce verdict, la faîtière des scolaires de la capitale, l'Association des Elèves et Scolaires de Ouagadougou parle de «victoire d'étape» et appelle à la poursuite de la lutte «pour la satisfaction totale» de leurs «justes et légitimes et légitimes revendications». Ce dénouement pourrait-il contribuer à calmer les ardeurs et interpeller la conscience des «protagonistes» afin que l'irréparable déjà enregistré ne se reproduise plus jamais.

Abdoul Karim TAPSOBA

1ère Session ordinaire 2021 de l'Assemblée nationale : Le président Balla Sakandé dresse un bilan satisfaisant avec 30 lois au compteur

Le discours de clôture du président de l'Assemblée nationale, Alassane Balla Sakandé ce 28 mai 2021 devant 123 parlementaires et des membres du gouvernement, le premier ministre Christophe Dabiré en tête, marque la fin de la première session ordinaire 2021 de l'AN et le début de l'inter-session. A l'occasion, Balla Sakandé a fait le bilan des actions menées par les députés à travers les commissions et indiqué que cette première session s'est soldée par 30 lois à l'actif du parlement.

La suite à la page 15

La suite de la page 14



Les députés chantant debout l'hymne national, avant le discours de clôture du président Bala Sakandé



Alassane Balla Sakandé, président de l'Assemblee nationale, a félicité les élus du peuple pour leurs efforts au cours de la 1re session ordinaire 2021

En termes de bilan, pour cette première session ordinaire, Balla Sakandé a salué les efforts des députés qui ont pu voter 30 lois en tout. Dès l'entame de son discours de clôture, il fait le constat que l'urgence est extrême, les impatiences grandes et les attentes immenses et variées depuis quelques années au Burkina, en dépit de la conjoncture internationale et nationale particulièrement difficile, selon lui, à cause de la pandémie du COVID 19 et les problèmes sécuritaires dominés par les attaques terroristes, et récemment la crise du système éducatif. Une pandémie dont l'une des conséquences est l'érosion de l'économie mondiale qui a enregistré sa pire récession depuis la seconde guerre mondiale, à l'entendre. Côté sécurité, le PAN, Balla Sakandé, a déploré des attaques très meurtrières courant avril et mai notamment pour le pays, après une relative accalmie due à la montée en puissance des forces combattantes du pays, selon lui. Contre les assauts répétés des hordes terroristes, l'action militaire seule ne saurait constituer la réponse, à l'entendre, raison pour laquelle il a salué l'approche du développement socio-économique mis en place par le gouvernement en complément des actions militaires, au profit des localités touchées. Balla Sakandé a du reste appelé les populations au rassemblement, à la vigilance, à la déconstruction du discours vénéneux de l'ennemi terroriste qui souhaite détricoter le tissu social, selon lui.

La forme d'expression des élèves est à proscrire

A propos de la crise scolaire, le PAN a indiqué que moins que le refus des projets de réformes, c'est la forme d'expression des élèves qui est à proscrire. Et de citer le philosophe grec Platon

La suite à la page 16

La suite de la page 15

selon qui “lorsque les pères s’habituent à laisser faire les enfants, ...lorsque les maîtres tremblent devant leurs élèves et préfèrent les flatter, lorsque les jeunes méprisent les lois parce qu’ils ne reconnaissent plus au-dessus d’eux l’autorité de rien ni de personne, alors c’est là en toute beauté et toute jeunesse le début de la tyrannie”. Il a donc lancé un appel à l’ensemble des acteurs à la pondération, au respect des règles qui encadrent les manifestations publiques et au dialogue, pour redonner à l’école burkinabè son lustre d’antan. De la session ordinaire du 3 mars au 2 mai 2021, Balla Sakandé a indiqué que 4 résolutions ont été adoptées et 30 lois ont été votées par les députés dont 20 relatives à des accords de ratification entre le Burkina et d’autres pays, au profit de la mobilisation des finances en faveur des projets de développement socio-économiques du pays. Aux députés qui sont en congés à partir du 28 mai, le président Bala Sakandé a recommandé d’organiser dans leurs circonscriptions électorales des séances de redevabilité en plus de leurs occupations domestiques ou professionnelles.

Lonsani SANOGO

Décès de Assimi Kouanda L’un des hommes de main de l’ancien président Blaise Compaoré s’en est allé



Assimi Kouanda a été l’un des hommes clés de Blaise Compaoré durant son dernier quinquennat

Selon des sources dignes de foi, Assimi Kouanda a rendu l’âme ce mardi 1er juin 2021 à l’âge de 64 ans, dans la capitale ivoirienne. En exil depuis octobre 2014 en terre d’Eburnie depuis la chute de son mentor Blaise Compaoré, le dernier directeur de campagne de Compaoré n’était plus retourné au bercail depuis lors. Bref retour sur le parcours de cet homme qui a marqué le dernier quinquennat du président déchu.

Né le 31 décembre 1956, l’homme que bon nombre de burkinabè pleurent aujourd’hui devait souffler sur sa 65ème bougie le jour de la saint Sylvestre de cette année 2021. Mais les voies du Seigneur étant insondables, le regretté a rendu son dernier souffle loin de son pays, le Burkina Faso. La plupart des burkinabè firent sa connaissance en 2010 lorsqu’il fut nommé directeur de la campagne de Blaise Compaoré. L’activisme de l’homme pour le président d’alors lui

La suite à la page 17

La suite de la page 16

fera gravir les échelons au sein de l'ex parti au pouvoir et du gouvernement d'alors. En mars 2012, à l'issue d'un congrès de l'ex parti au pouvoir, le Congrès pour la Démocratie et le Progrès (CDP), Assimi Kouanda fut porté à la tête du parti en tant que Secrétaire exécutif. Contre vents et marées, ce dernier fera sienne la bataille pour la modification de l'article 37 de la constitution qui devait sauter le verrou de la clause limitative de mandats présidentiels. En réalité, cette modification n'avait d'autre objectif que d'accorder un nouveau bail à l'ancien locataire du palais de Kosyam. Cette volonté ayant buté à un refus du peuple burkinabè, le 30 octobre 2014, jour du vote de la loi controversée, les domiciles des caciques du régime et des édifices publics seront saccagés, pillés puis incendiés. Assimi Kouanda, qui a vu son domicile du quartier Zogona être incendié, va prendre le chemin de l'exil comme son mentor. Depuis leur départ en 2014, le regretté faisait rarement d'apparition publique. Sa dernière en date l'a été lors de l'anniversaire de l'ex président, en février 2021. Dans une vidéo amateur, on le voyait aux côtés de l'ex couple présidentiel.

La disparition de Assimi Kouanda intervient au moment où le débat sur la réconciliation nationale particulièrement sur l'équation du retour des exilés politiques fait rage au Burkina Faso. Pour certains, la réconciliation doit se faire tout de suite et maintenant. Mais pour d'autres, elle ne doit pas se faire sous l'autel de l'impunité. Ces derniers semblent favorables au retour des exilés politiques mais par assorti du passage préalable à la case justice et vérité. Le départ de cet illustre homme vient une fois de plus interpeller la conscience commune des burkinabè et la nécessité pour les autorités d'activer le processus de la réconciliation pour qu'un exilé politique ne meurt encore à l'étranger par crainte d'un «lynchage judiciaire» en cas de retour au pays natal. Et pour cela, le ministre Zéphirin Diabré semble avoir du pain sur la planche.

Abdoul Karim TAPSOBA

Le groupe parlementaire CDP fait le bilan de sa participation à la première session de l'Assemblée nationale

Le Congrès pour la Démocratie et le Progrès (CDP) a organisé ce mardi 1 juin 2021, sa première session parlementaire a son siège à Ouagadougou a l'issue de laquelle il a fait le bilan de sa participation à la première session ordinaire de l'année.

A l'issue des élections législatives du 22 novembre dernier, le Congrès pour la Démocratie a obtenu 20 sièges à l'Assemblée nationale et a pu constituer un groupe parlementaire au no, du parti. Cependant, le député Achille Marie Joseph Tapsoba relevé que le groupe parlementaire comprend 15 députés puisqu'ils ont convenu que cinq des députés se mettent avec des députés d'autres partis de l'opposition pour constituer le

La suite à la page 18

La suite de la page 17



Presidium du groupe parlementaire CDP



La députée Maimoina Ouedraogo/Sawadogo, l'unique femme députée a l'opposition



Le deputé Achille Marie Joseph Tapsoba

groupe parlementaire Paix, Justice et Réconciliation National(PJRN). Le groupe est compose de 14 hommes et d'une femme, qui est du reste l'unique femme députée de l'opposition.

Il a aussi souligné qu'étant le parti de l'opposition ayant détenu le plus grand nombre de députés à l'issue des consultations législatives 2020, le président du CDP, le député Eddie Constance Hyacinthe Komboïgo est le chef de fil de l'opposition politique (CFOP). Après la constitution du groupe, le CDP a pleinement participé à la mise en place des organes de l'Assemblée Nationale, dans la représentation de l'Assemblée Nationale burkinabé dans les parlement internationaux et communautaires, mais note toutefois, l'absence de l'opposition au niveau du parlement panafricain.

Faisant le point de la contribution du CDP aux débats parlementaires, Achille Marie Joseph Tapsoba a indiqué que le groupe parlementaire a assisté à l'adoption d'un certain nombre de projets lors de la première session ordinaire de l'Assemblée Nationale de l'année 2021 qui a pris fin la semaine dernière. Cependant les députés de l'ex parti au pouvoir jugent insuffisantes les réalisations du gouvernement au regard de l'immensité des attentes et des besoins prioritaires des populations. Achille Tapsoba a laissé entendre

La suite à la page 19

BURKINA FASO

La suite de la page 18

le groupe parlementaire CDP a exprimé au gouvernement des préoccupations sur de sujets d'intérêt national, sectoriel et local au nombre desquelles la sécurité, la réconciliation nationale, la cohésion sociale et la relance économique figuraient en bonne position.

Face à la gravité de la situation de crise dans le monde éducatif, le groupe parlementaire estime qu'une sortie de crise passe nécessairement par une véritable concertation avec tous les acteurs du monde éducatif y compris les élèves. Il lance donc un appel au gouvernement pour assurer sa responsabilité de trouver une issue convenable a cette crise pour le bien des enfants, des parents, des enseignants et de la nation.

Fatimata COMPAORÉ

Réconciliation nationale Zéphirin Diabré invite tous les exilés politiques à rentrer au pays mais…

Le mardi 1er juin 2021, le ministre burkinabé chargé de la réconciliation nationale, Zéphirin Diabré, s'est entretenu avec les Hommes de médias. Le ministre a saisi l'occasion pour dérouler la feuille de route de cette réconciliation dont il a la charge. Les journalistes sont aussi revenus sur un certain nombre de questions en lien avec son département, préoccupations auxquelles Zéphirin a tenté d'apporter des précisions.

Nul besoin de rappeler qu'actuellement au pays des Hommes intègres, la réconciliation nationale est un sujet qui divise l'opinion faisant ainsi l'objet de débats passionnés. Elle est d'un grand intérêt national en témoigne la création récente d'un ministère chargé de cette question. Depuis sa nomination à la tête de ce département ministériel, Zéphirin Diabré a mené des audiences auprès de la quasi-totalité des couches sociales du pays et a tenu donc à faire une halte afin de dresser un bilan à mi-parcours. A l'entame de cette entrevue avec la presse, le ministre a rappelé la vision du gouvernement en matière de réconciliation. Et selon lui, six catégories de réconciliation ont été répertoriées parmi lesquelles



Zéphirin Diabré a appelé tous les Burkinabè à s'approprier le processus de la réconciliation en cours

La suite à la page 19

BURKINA FASO

La suite de la page 19



La forte mobilisation des Hommes de médias témoigne de l'intérêt accordé à la problématique de la réconciliation au Faso

se trouvent celles socio-politique, communautaire, sécuritaire, économique et financière, administrative et celle civique. C'est au regard de tous ces besoins que, toujours selon lui, une feuille de route pour y aboutir a été adoptée en conseil de ministres le 21 avril dernier. Les journalistes ont eu droit à une présentation globale et générale de cette démarche qui, aux dires du ministre, sera principalement axée sur les mises en place d'instruments d'orientation, de supervision et conseil de pilotage, de gestion, de concertation et de plaidoyer. Au titre des instruments d'orientation, figure le Conseil National de l'Orientation et de Suivi (CNOS). Cette structure à entendre le ministre, qui sera présidée par le premier ministre, est un «organe consultatif qui est chargé de superviser l'ensemble de la démarche puis de donner son avis sur tous les sujets qui lui seront soumis». Dans ce volet, outre le CNOS, il y a le comité des experts et le comité de rédaction. La mise en œuvre de tous ces instruments de l'avis du ministre permettra d'associer toutes les composantes de la Nation au débat national. Deux anciens chefs d'Etat du pays vont siéger au sein du CNOS mais aucun nom n'a pour le moment filtré. Ces outils paraissent pléthoriques et peuvent être sources de mésententes; mais M.Diabré rassure que l'opinion ne sera témoin d'aucun couac. Une telle mobilisation des ressources humaines peut aussi rimer avec une forte disponibilité des ressources financières. A ce niveau, Zéphirin Diabré prévient en ces termes «nous n'avons pas les moyens financiers pour donner à qui que ce soit pour qu'il se fasse le chantre de la réconciliation». Interrogé sur sa récente visite à l'ex président Blaise Compaoré lors de son dernier voyage en terre ivoirienne, le ministre s'est voulu clair "une bonne fois pour toute". Il a déclaré en substance qu'il était aux bords de la lagune Ebrié principalement pour «porter au président ivoirien, la vision du gouvernement burkinabè sur la réconciliation» au Faso. A l'en croire, c'est suite à cette entrevue que la partie ivoirienne lui a proposé le tête à tête avec l'ancien président Compaoré.«C'est donc le gouvernement ivoirien qui a suggéré et organisé ma rencontre avec Blaise Compaoré» s'est-il justifié. A propos d'un probable retour des exilés politiques, l'orateur principal du jour les encourage à revenir et rassure ces derniers que leur sécurité sera garantie. Cependant Zéphirin Diabré de relativiser que si toutefois, certains parmi eux traînent des casseroles, ceux-ci iront répondre devant le juge. «Il est hors

La suite à la page 21

ANNONCE

La suite de la page 20

de question et d'ailleurs il n'est même pas possible que le gouvernement interfère dans un dossier de justice en cours», soutient-il. Pour conclure, le ministre Diabré a appelé les uns et les autres à «ne pas devancer l'iguane dans l'eau» et à s'impliquer activement dans ce processus de réconciliation car un éventuel échec n'est pas celui du seul ministre mais de toute la nation burkinabè entière. Rendez-vous a été pris pour le forum sur la réconciliation, prévu se tenir dans les prochains mois.

Abdoul Karim TAPSOBA



INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Burundi :L'Onu ferme son bureau à Bujumbura



Au Burundi, l'envoyé spécial du secrétaire général de l'Onu vient de quitter Bujumbura selon DW , conformément à la volonté du gouvernement burundais qui avait décidé la fermeture de son bureau le 31 décembre 2020. Ce bureau avait été créé en 2016 au plus fort de la crise née de la décision de l'ancien président Pierre Nkurunziza de briguer un troisième mandat, jugé illégal par ses détracteurs. Le lundi 31 mai a donc marqué la fin du processus de fermeture de ce bureau. Il ne reste que le bureau du coordinateur résident. Ce sont surtout les enquêtes de l'Onu sur les violations des droits de l'Homme au Burundi depuis 2015 qui contrarient les autorités de Bujumbura.Selon l'envoyé spécial du secrétaire général de l'Onu pour la région des Grands lacs, l'Onu reste disposée à apporter sa contribution au Burundi pour la consolidation de la paix.

Mozambique-Lesotho : EDM et LEC renouvellent leur accord de fourniture d'électricité



La compagnie d'électricité publique du Mozambique, Electricidade de Moçambique (EDM), a une nouvelle fois renouvelé un contrat de fourniture d'électricité avec Lesotho Electricity Company (LEC). Grâce à cet accord selon l'Agence Ecofin , EDM fournira entre 5 et 35 mégawatts d'électricité à la LEC pour une année. Selon un communiqué d'EDM publié la semaine dernière, les deux entités font partie du Pool énergétique d'Afrique australe qui permet aux compagnies nationales d'électricité d'Afrique australe de coopérer, avec le soutien de la Communauté de développement d'Afrique australe. Cette prolongation s'inscrit dans le cadre du plan d'affaires d'EDM pour la période 2020-2024. Ce plan introduit un nouveau modèle économique basé sur la production d'électricité, notamment à partir d'énergies renouvelables.Il a pour objectif d'accélérer l'accès universel des Mozambicains à une électricité fiable et de bonne qualité et d'exporter de l'électricité vers les pays voisins. L'entreprise diversifie ainsi sa base de revenus tirés de l'électricité en Afrique subsaharienne.

L'Italie et la Libye s'engagent à collaborer sur la migration et les énergies renouvelables

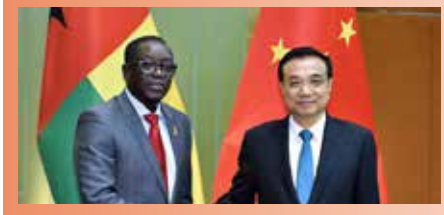


L'Italie et la Libye vont collaborer sur l'immigration illégale et les énergies renouvelables, ont assuré lundi les Premiers ministres italien Mario Draghi et libyen Abdel Hamid Dbeibah à l'issue de leur rencontre à Rome. «L'Italie demeure au côté de la Libye et la soutient lors de cette transition complexe : la mise en œuvre concrète d'un cessez-le-feu, le retrait des mercenaires et des soldats étrangers et la création d'une

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

structure institutionnelle», a dit à French China M. Draghi lors d'une conférence de presse conjointe. Il a par ailleurs assuré que son pays allait aider à bâtir des hôpitaux en Libye et à y envoyer des professionnels de santé, mais qu'il soignera aussi sur son sol «plusieurs dizaines d'enfants libyens atteints de cancer». La Libye est un partenaire «à grande échelle» de l'Italie en matière de carburants fossiles, «mais nous voulons également avoir une coopération dans le domaine des énergies renouvelables», a poursuivi le chef du gouvernement italien.Mario Draghi a fait savoir que les deux dirigeants avaient également abordé «les dossiers humanitaires et de la migration, la lutte contre le trafic d'êtres humains, l'aide aux réfugiés, les couloirs humanitaires et le développement des communautés rurales».

Le PCC est un modèle de lutte contre la pauvreté et la corruption dans le monde, selon un politologue bissau-guinéen



Le Parti communiste chinois (PCC) est un véritable modèle de lutte contre la pauvreté et la corruption dans le monde, mettant en évidence son combat pour l'égalité des droits des citoyens, a jugé le politologue bissau-guinéen Suleimane Cassama dans une récente interview à la Radiodiffusion nationale de Guinée-Bissau.Saluant la contribution que le PCC a apportée à l'éradication de la pauvreté dans un pays soumis à une forte pression démographique, il a déclaré à Xinhua que le PCC «a fait des miracles et a réussi à sortir des millions de citoyens chinois de la pauvreté, un fait qui reflète un vrai droit de l'Homme». Selon lui, la classe moyenne chinoise s'est considérablement développée ces dernières années, grâce à une bonne politique de répartition des richesses menée par le PCC. M. Cassama a fait l'éloge de la vision politique et de la gouvernance du parti dans cette répartition des richesses, permettant de lutter contre la pauvreté et les inégalités sociales. Dans ce contexte, il a déploré que les progrès réalisés par la Chine aient déclenché «une campagne de diffamation et de mensonge contre ce géant asiatique». «Ce que le PCC a fait dans la lutte contre la pauvreté est unique», a-t-il assuré, accusant certains pays occidentaux qui contredisent ces progrès.

Togo : les réseaux sociaux en appui à une campagne de reboisement



Le gouvernement met à contribution les réseaux sociaux pour sensibiliser sur le reboisement. Chaque 1er juin, le pays observe une journée nationale de l'arbre. Cette année, les autorités togolaises appellent les populations à participer à une campagne nationale de reboisement. Selon Cio mag, c'est la première fois que le gouvernement togolais bat campagne à travers les réseaux sociaux pour la mobilisation autour de la journée de l'arbre. A travers linktree, la plateforme de mutualisation de ressources (liens), l'exécutif déploie sa stratégie de communication sur les réseaux sociaux. A travers des séquences vidéos et des conceptions visuelles, les Togolais sont incités à

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

planter au minimum 1000 arbres par commune ce 1er juin. L'objectif de la campagne, c'est d'atteindre un minimum de 300 milles jeunes plants mis en terre. De plus, la campagne devra se poursuivre durant toute la saison des pluies.

À Paris, les Algériens réclament une « vraie » ouverture des frontières



Prix des billets élevés, période d'isolement à l'arrivée en Algérie, test PCR… Les Algériens de la diaspora veulent une vraie ouverture des frontières. C'est à cet effet que plus d'un millier d'Algériens ont manifesté contre les conditions de la réouverture des frontières algériennes, le 29 mai, au croisement de la rue de Lisbonne et de l'avenue de Messine, dans le huitième arrondissement de Paris. Le gouvernement algérien a prévu un isolement de cinq jours obligatoire en hôtel, même pour les personnes vaccinées ou ayant un test Covid-19 négatif et le prix des billets est jugé démesuré. Une mesure incompréhensible pour nombre de manifestants : « On a tout pour se confiner chez nous », s'est exclamée Yasmine, citée par Jeune Afrique.

Bénin: l'avocat de Reckya Madougou fait une annonce



Sur Rfi, Antoine Vey, avocat français de l'opposante politique Réckya Madougou a déclaré que sa cliente prépare un document pour situer les faits qui lui sont reprochés par la justice béninoise et pour montrer la partialité de la justice et sa proximité avec le pouvoir Talon. « Il annonce pour la fin de la semaine prochaine, un document qui présentera pour la première fois la version des faits de Réckya Madougou », a rapporté le média français. A en croire la défense de l'opposante béninoise, ce document va contenir la première réaction officielle de Réckya Madougou sur les accusations portées contre sa personne, et qui selon le pouvoir justifient son incarcération.

Ouganda: un pasteur arrêté pour avoir sodomisé des élèves



Un pasteur et directeur de l'école primaire Real Infant du district de Wakiso à Kampala, en Ouganda, est accusé d'avoir sodomisé six élèves entre 2016 et 2019.

Le suspect, Mpagi Didas alias Bakulu, a comparu devant le juge de la Division des crimes internationaux, le juge David Wangutusi, jeudi 27 mai, sous l'accusation de souillure aggravée, a rapporté le site afrikmag.com. Un pasteur et directeur de l'école primaire Real Infant du district de Wakiso à Kampala, en Ouganda, est accusé d'avoir sodomisé six élèves entre 2016 et 2019. Les enfants âgés de 10 à 16 ans lorsque les crimes présumés ont été commis, ont déclaré au tribunal que Mpagi, qui était également pasteur, les avait admis dans le cadre d'un programme

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite et fin)

de bourses et menacé de les retirer s'ils refusaient de coucher avec lui ou s'ils signalaient l'affaire. Le pasteur en question est en détention provisoire à la prison gouvernementale de Kitalya.

Le Niger «prête» 100.000 doses de vaccins anti-Covid à la Côte d'Ivoire



Le Niger a accordé un «prêt» de 100.000 doses de vaccins AstraZeneca à la Côte d'Ivoire pour lui permettre de poursuivre «sans interruption» sa campagne de vaccination contre le coronavirus, a appris lundi l'AFP auprès des autorités sanitaires nigériennes.

«C'est dans le cadre de la solidarité que nous prêtons ces 100.000 doses de vaccins et des consommables à la Côte d'Ivoire», a expliqué à l'AFP, Hassane Abdoul-Nasser, un responsable du ministère nigérien de la Santé.

«Ces vaccins vont nous permettre de continuer la vaccination sans interruption. Nous allons restituer (au Niger) ces 100.000 doses de vaccins dès que la Côte d'Ivoire recevra» d'autres vaccins AstraZeneca", a assuré le chef de la délégation ivoirienne à la radio. Si le Niger est relativement peu touché par l'épidémie de coronavirus, avec 5.410 cas dont 192 décès, ce n'est pas le cas de la Côte d'Ivoire qui enregistre 47.000 cas pour plus de 300 décès.

Madagascar : l'OMDF subventionne 900 000 kits solaires pour les zones rurales



Au moins 12 fournisseurs de kits solaires bénéficient désormais d'un programme de subvention lancé récemment par l'Off Grid Market Development Fund (OMDF), a rapporté le site Afrik2, le 31 mai dernier. Le fonds lancé par le gouvernement malgache en partenariat avec la Banque mondiale met à la disposition de ces sociétés un montant total de 2,5 millions de dollars. Les entreprises se sont engagées à distribuer des kits d'accès à l'électricité, allant des lanternes solaires aux systèmes solaires domestiques.

Ces fournisseurs d'énergie solaire distribueront leurs équipements, principalement dans les zones rurales, où le pouvoir d'achat est assez faible.

Cameroun : au moins dix morts dans l'effondrement d'une mine d'or dans l'Est



« Au moins dix creuseurs clandestins » sont morts dans l'éboulement d'une mine d'or artisanale dans la région de l'Est du Cameroun, a fait savoir à l'Agence Anadolu, mardi, le gouverneur de la région, Grégoire Mvongo. L'incident a eu lieu lundi en fin de journée, dans la région de l'Est, dans le territoire de Kambélé, dans une carrière à Boukarou. « Nous ne savons pas le nombre exact des personnes qui s'étaient introduites dans un puits d'or de cette carrière clandestine, mais dix corps ont été extraits, lundi », a souligné le gouverneur. Le glissement de terrain a provoqué la mort de 10 des creuseurs, six autres ont été blessés et transportés dans les centres de santé de la région.

Le Quotidien Numérique d'Afrique

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76 60 97 21
E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web
www.quotidiennumerique.com

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
OTC MEDIA SARL

Directeur de publication
Siaka GOW

Redacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de redaction
-Lonsani SANOGO
-Oumou KONATE
-Roseline BADO
-Leylatou TIENDREBEOGO
-Lucien DAKISSAGA
-Fatoumata COMPAORE
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME
- Pierre OUEDRAOGO
-Augustin NIKIEMA
- Fiakofi KOSSI
-Line Rose BAMBARA
-Abdoul Karim TAPSOBA

Equipes de montage
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME

Distribution
www.quotidiennumerique.com
Carte d'abonnement
+226 61 07 20 20

Une vente en ligne
(Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21
+226 61 08 03 03
+226 66 20 00 26
E-mail: contact@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20
ac@sc-mail.info

Retrouvez la version complète dans vos kiosques numériques

ekiosque — Cameroun
viaPRESSE.com — Europe - Amerique
Cdiscount — France
MONKIOSK.com — Côte d'Ivoire
fnac — Europe
viapress.be — Belgique
SOGAPRESSE — Gabon
ePresse — Europe - Amerique
Cultura — France
emediaplace — Afrique
France loisirs — France
scopalto — Europe
orange — Tous les pays Orange
Tego
YouScribe — Tous les pays qui ont Orange Money